

du revenu général de la province du Canada. La question de subdiviser l'actif local du Canada ne doit cependant pas occuper la chambre en ce moment. Ce que nous avons à considérer actuellement est de savoir si la convention entre le Canada et les provinces maritimes doit être consommée. Si elle doit l'être, alors surgit cette question : "Comment réglerons nous les affaires locales entre le Haut et le Bas-Canada ?"; une proposition vous sera soumise qui, je l'espère, satisfaira les deux sections tout en leur rendant justice.

L'HON. A. A. DORION.—Le Bas-Canada devra donc assumer le fonds d'emprunt municipal, l'indemnité seigneuriale et la subvention scolaire ?

L'HON. M. GALT.—Je le répète, quelque soit l'opinion du gouvernement au sujet de la répartition des obligations existantes entre le Haut et le Bas-Canada, la chambre pourra en ce cas apporter toutes les modifications qu'elle jugera à propos, vu qu'il ne s'agit ici que d'un arrangement local, qui ne concerne en rien la convention passée avec les autres provinces; mais je dois insister, en ce qui se rattache à la première indemnité seigneuriale, ainsi qu'au fonds d'emprunt municipal, sur le fait que ces deux items sont compris dans les soixante-sept millions auxquels, comme il a déjà été dit, se montent les obligations du Canada, et que conséquemment ils ne sauraient être imputés au Bas-Canada. (Écoutez ! écoutez !) Il est de fait qu'en ce qui concerne le fonds d'emprunt municipal, au lieu de le porter au passif, il appert que les sommes payées sous ce chapitre doivent être, au point de vue sous lequel j'envisage actuellement la question, considérées comme actif, parceque nous sommes en ce moment occupés à examiner les sommes que le Bas-Canada reçoit comme actif; or, comme le fonds d'emprunt municipal est compris sous ce chapitre, les sommes qui sont dues à ce fonds en vertu des arrangements en existence seront payables à titre d'actif à cette section de la province. (Écoutez !) L'on ne manquera pas d'observer que dans le projet sous considération certaines sources du revenu local, provenant du domaine territorial, des terres, des mines, etc., sont réservées aux gouvernements locaux. Le Canada devra retirer une somme considérable de ces sources, mais il pourra peut-être arriver que certaines d'entre elles, tel que le fonds d'emprunt municipal, finiront par s'épuiser dans le cours du temps. Nous pouvons, néanmoins, placer une juste confiance dans le développement de nos res-

sources, et nous bercer de l'espoir que nous trouverons dans notre domaine territorial, dans nos mines si précieuses ainsi que dans nos terres si fertiles, des sources nouvelles de revenu qui feront plus que balancer les exigences du service public. Si cependant il arrivait que les revenus locaux fussent insuffisants, il deviendrait alors nécessaire aux gouvernements locaux de recourir à la taxe directe; et je n'hésite pas à déclarer que l'une des plus sages dispositions de la nouvelle constitution,—et celle qui offre la garantie la plus solide que le peuple suivra de près ses propres affaires, et verra à ce que ceux auxquels il a confié ses intérêts ne se montrent pas prodiges des deniers publics,—se trouve dans le fait que les gouvernants, quand ils se verront forcés d'imposer la taxe directe, sentiront qu'ils prennent sur eux une bien grave responsabilité et que les gouvernés leur en tiendront un compte bien sévère. (Écoutez ! Écoutez !) Si les hommes au pouvoir voient qu'ils sont obligés de recourir à l'impôt direct pour obtenir les fonds nécessaires à l'administration des affaires locales,—administration à laquelle le projet pourvoit abondamment,—ils y regarderont deux fois avant de faire des dépenses extravagantes. Je n'hésite nullement à affirmer que si les hommes publics de ces provinces sont suffisamment instruits pour comprendre leurs propres intérêts selon les véritables principes de l'économie politique, ils reconnaîtront qu'il est plus avantageux de substituer l'impôt direct à quelques-uns des droits indirects imposés jusqu'ici sur l'industrie du peuple. (Écoutez ! écoutez !) Je ne crois pas, cependant, que cette modification serait aujourd'hui possible; je ne pense pas non plus que le peuple de ce pays tolérerait un gouvernement qui adopterait cette mesure, excepté dans le cas où il y serait contraint par une absolue nécessité, comme celle, par exemple, de recourir à des moyens extraordinaires pour obvier aux dangers dont la paix, le bonheur et la prospérité du pays pourraient être menacés, et qui, en un mot, seraient le fait de quelques-unes de ces puissantes causes de bouleversement qui sont le prélude ordinaire des grands changements financiers. (Écoutez ! écoutez !) Pour les quatre dernières années, la moyenne du revenu local du Haut-Canada a été de \$739,000; celui du Bas-Canada, de \$557,239. Les deux réunis s'élèvent à près de \$1,300,000, indépendamment des 80 centimes par tête que l'on prendra de la caisse générale